



HAL
open science

Le renouveau de la politique dans l'émigration russe en France (2011-2013)

Olga Bronnikova

► **To cite this version:**

Olga Bronnikova. Le renouveau de la politique dans l'émigration russe en France (2011-2013). La Revue russe, 2016, 46, pp.91 - 103. 10.3406/russe.2016.3122 . hal-01928485

HAL Id: hal-01928485

<https://hal.science/hal-01928485>

Submitted on 17 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le renouveau de la politique dans l'émigration russe en France (2011-2013)

Olga Bronnikova

Abstract

The renewal of the politics in the Russian emigration in France (2011-2013).

In 2011-2013, Russian migrants in Paris supported the protest mobilization against the electoral fraud in Russia. Initially, this movement was characterized by the strong heterogeneity of its members from a political standpoint. As soon as 2012 however, the studied milieu experienced, first, an ongoing professionalization and institutionalization of certain groups stemming from the initial movement, second, an attempt to legitimize its «betweenness», the fact of being located at the crossroad of two national political contexts (Russian and French). This betweenness resulted in specific mode of action, hybridizing French and Russian activist traditions, and integrating such an experience in the long history of political activism in the Russian emigration.

Citer ce document / Cite this document :

Bronnikova Olga. Le renouveau de la politique dans l'émigration russe en France (2011-2013). In: Revue Russe n°46, 2016. Présences russes dans le monde du XXIe siècle. Sous la direction de Emilia Koustova et Evelyne Enderlein. pp. 91-103;

doi : <https://doi.org/10.3406/russe.2016.3122>;

https://www.persee.fr/doc/russe_1161-0557_2016_num_46_1_3122;

Fichier pdf généré le 12/07/2023

Le renouvellement de la politique dans l'émigration russe en France (2011-2013)

Parler de mobilisation politique dans l'émigration russe peut paraître à première vue paradoxal. En effet, la part de militants par rapport au nombre total de migrants en France est très faible¹. Un constat similaire a été dressé par Françoise Daucé dans un ouvrage récent sur l'opposition politique en Russie même. Il nous semble que la réponse qu'elle apporte est susceptible d'éclairer également les modalités d'engagement dans l'émigration russe : étudier l'opposition et, plus largement, l'engagement des migrants implique de « décentrer le regard, de le détourner du Kremlin et du Président pour redonner la parole à d'autres représentants de la société russe, à des groupes divers mais moins entendus² ». Cela nous enjoint à porter une attention non seulement à l'opposition³ *stricto sensu*, mais aussi aux diverses initiatives et formes d'engagement politique qui ont émergé dans l'émigration post-soviétique, plus spécifiquement au cours des années 2010 en France. S'intéresser à l'ensemble des pratiques militantes dans toute leur diversité rend aussi possible une analyse de leur transformation dans le contexte d'émigration, sachant que pour nombre d'individus, ayant grandi et vécu en Russie mais résidant désormais à l'étranger, le milieu des migrants a été le creuset de leur engagement.

Sur la base des acquis d'une observation participante de ces milieux, d'abord exclusivement culturels dans les années 2000, puis politiques dans les années 2010, ainsi que d'entretiens biographiques menés auprès des membres des groupes et associations militants et de participants épisodiques aux manifestations⁴, cet article vise à présenter les grandes tendances de la formation du mouvement contestataire dans l'émigration russe en France. Il présente également la professionnalisation progressive de certains groupes qui émergent à la suite de l'élargissement de la politique russe envers « ses » migrants aux pays de l'Union européenne, et notamment à la France. Ce dernier élément contribue au renforcement de la concurrence entre les groupes et organisations liés à cette politique d'État et ceux qui la contestent, pour le partage du public potentiel, constitué en grande partie de migrants russes.

En octobre 2011 est créé pour la première fois en France un Conseil de représentation et de coordination des migrants russes, alors dénommés « compatriotes ». S'inscrivant dans le « projet des compatriotes⁵ », le Conseil est

appelé à contribuer à la mise en relation desdits compatriotes et des autorités russes en charge du projet. Si le Conseil ainsi que les associations culturelles qui y sont représentées n'utilisent jamais le terme de « politique » pour décrire leurs activités⁶, les autorités russes leur assignent malgré eux un rôle proprement politique. Le fait même d'attribuer au compatriote une appartenance à la patrie des pères (*Otečestvo*) ou à la structure d'État (*gosudarstvennost'*) est un geste de nature politique⁷. À travers ces (en)jeux de définition du « compatriote », la volonté du pouvoir est de créer, comme en Russie, de « nouveaux jeux coopératifs – entre l'État et les associations⁸ » ; des jeux dont le maître d'œuvre est l'État lui-même qui entend, dans notre cas, structurer les relations entre, d'un côté, les compatriotes et leurs Conseils, de l'autre, la patrie⁹. Or, peu après la naissance du Conseil des compatriotes et dans le contexte du développement du patriotisme à longue distance de l'État russe, apparaissent de nouvelles formes et pratiques d'implication politique et civique des migrants russes emboîtant le pas à la mobilisation contre la falsification des élections parlementaires de décembre 2011 et présidentielles de 2012 en Russie¹⁰.

Si à l'origine ce mouvement se distinguait par une forte hétérogénéité des profils politiques de ses membres, on assiste à partir de 2012, d'une part, à une professionnalisation et à une institutionnalisation progressives de certains groupes issus de ce même mouvement et, d'autre part, à des efforts de légitimation de leur position d'« entre-deux », à la croisée des contextes français et russe, à travers l'hybridation de modes d'action propres aux traditions militantes des deux pays. La définition de la professionnalisation est ici plurielle. Certains acteurs la comprennent comme une pénétration du modèle entrepreneurial dans l'organisation des mouvements associatifs, ce qui est par ailleurs caractéristique des ONG internationales et des associations de défense des droits de l'homme en Russie¹¹. D'autres entendent par professionnalisation la politisation de l'association au détriment de l'action civique ou du travail et de la communication en groupe (*obščenie*)¹². Pour d'autres, elle fait écho au professionnalisme de ceux qui organisent l'action, leur capacité de mobiliser les ressources disponibles en France. Ce concept est central pour les débats menés au sein du mouvement au début de la mobilisation en janvier 2012, notamment lors de la constitution des groupes militants dits « professionnels ».

La première partie de cet article revient brièvement sur l'histoire de la politique dans l'émigration russe, qui n'est nullement un phénomène nouveau¹³. Dans la deuxième partie, nous nous attacherons à décrire l'émergence, en relation immédiate avec les mobilisations en Russie en 2011-2012, des mouvements de contestation à Paris. Enfin, la troisième partie sera consacrée aux modes d'action des groupes militants après l'essoufflement des premières mobilisations.

1. La politique dans l'émigration russe : une constante depuis la fin du XIX^e siècle

L'histoire de l'émigration russe a été traversée de part en part par la politique, en particulier par l'opposition à l'État russe, puis soviétique. La vie politique russe à l'étranger, et avant tout en France, a été la plus vibrante avant la révolution de 1917 et pendant les quelques décennies qui ont suivi la révolution. En reformulant quelque peu les propos de Sabine Breuillard, on peut même affirmer que c'est à travers le prisme de la politique qu'il faut concevoir les formes de rassemblement au sein de l'émigration russe indépendamment de l'époque et tout particulièrement en France¹⁴.

Les différentes époques de la politique dans l'émigration russe doivent être analysées à la fois en termes de continuité et de ruptures. Premièrement, on note l'existence tout au long du XX^e siècle de fractures politiques dans l'émigration russe, en fonction de l'attitude des différents groupes à l'égard du régime en place dans le pays d'origine¹⁵. On remarque de même l'intérêt permanent des autorités russes envers les activités politiques de l'émigration. S'il y a rupture, elle consiste en l'existence par le passé, avant et après la révolution, de véritables réseaux de nature diasporique, qui sont quasiment absents du paysage migratoire russe contemporain¹⁶. Les liens entre les différents pôles des diasporas russes prérévolutionnaire et « impériale¹⁷ » étaient en grande partie assurés par l'existence de nombreuses maisons d'éditions, de journaux et de revues publiés par les émigrés¹⁸. Cette « tradition » a persisté, ou plutôt a été renouvelée, plus tard, avec l'émigration soviétique des années 1960-1970. En outre, après 1917, des Congrès de l'émigration russe se tenaient dans les différents pays européens et réunissaient des individus aux convictions politiques parfois très éloignées, voire opposées. Cependant, si un réseau diasporique existait bel et bien à cette époque, une véritable coordination des actions collectives était difficilement réalisable en raison des divergences politiques qui, elles aussi, ont toujours existé dans les milieux émigrés russes¹⁹. Le fait de se retrouver autour de l'antitsarisme ou de l'anticommunisme ne constituait pas une raison suffisante de rechercher une représentation politique unifiée dans l'émigration. Pour la période consécutive à la révolution, Pavel Milioukov, l'un des leaders du parti constitutionnel-démocrate, évoque l'incapacité de l'émigration « blanche » à s'unir dans l'action commune contre le régime soviétique, du fait de la polarisation, parfois extrême, entre les différentes tendances politiques²⁰. De même l'émigration soviétique des années 1960-1970 était divisée entre les dissidents, critiques implacables du communisme comme modèle totalitaire, et ceux qui, tout en croyant en l'idée socialiste, contestaient le régime soviétique²¹. Certains militants de cette vague sont par ailleurs restés actifs même après la chute de l'URSS : les dissidents de France ont, par exemple, été présents lors des premières manifestations de Paris contre les « élections injustes²² ».

Si l'on compare ces périodes extrêmement riches sur le plan politique avec la période actuelle, il est évident que cette dernière leur est inférieure sur le plan de la connectivité transétatique « par le bas » (c'est-à-dire par les efforts des acteurs eux-mêmes) entre les différents pôles. Cela s'explique évidemment par les différences dans les conditions de départ des émigrés, mais aussi par le contexte politique global. Si, tout au long du XX^e siècle, l'émigration russe était fortement influencée par la circulation de l'idée d'émancipation des classes opprimées ou par celle de l'antibolchevisme et de l'anticommunisme (après 1917), la période actuelle, après les cataclysmes du XX^e siècle, se caractérise par une méfiance prononcée envers les idéologies jugées trop radicales. En outre, ces époques révolues de la politique dans l'émigration russe se distinguent de la période actuelle par la présence importante de figures politiques « professionnelles » (membres des partis politiques, anciens ministres).

2. La genèse de nouvelles formes d'engagement politique

Une seule chose va de soi pour ceux qui choisissent de lutter : l'opposition au régime, c'est-à-dire l'exopolitie elle-même. Point fixe et lien symbolique avec le pays, avec la nation, elle permet des certitudes nouvelles, notamment parce qu'il s'y développe un principe de division politique très simple : on n'y connaît, comme Carl Schmitt, que des amis ou des ennemis²³.

Par rapport aux périodes précédentes, l'émergence de la politique au sein de la quatrième vague d'émigration, en relation avec l'évolution du régime politique en Russie depuis les années 2000, a provoqué de nouvelles tensions, de nouvelles ruptures, mais aussi de nouvelles alliances, ouvrant des possibilités beaucoup plus nombreuses qu'à l'époque de l'URSS.

Lorsque, le lendemain des élections parlementaires du 4 décembre 2011, des dizaines de milliers de mécontents sont descendus dans les rues en Russie pour condamner les « élections injustes », les migrants russes à travers le monde ont organisé dans les pays d'accueil des manifestations inédites tant du point de vue du nombre de participants que de la présence majoritairement russe des participants. L'objectif premier des Russes de l'étranger étant le soutien au mouvement de protestation dans le pays d'origine, les manifestations ont été organisées le même jour et en parallèle avec les actions en Russie, souvent sous les mêmes slogans, tels que « Nous sommes pour des élections justes » ou « On m'a volé ma voix ».

À la suite de ces premières manifestations, le mouvement s'est scindé en deux groupes début 2012, scission réifiée par la création, d'une part, de l'association Russie-Libertés, régie par la loi française de 1901 et, d'autre part, de l'Union des électeurs russes et partisans de la démocratie en Russie (UERF), groupe non enregistré. Cette séparation a été vécue par plusieurs des personnes mobilisées comme un échec, voire comme un « sabotage » opéré à l'intérieur même du groupe des organisateurs des manifestations.

Si les premières manifestations avaient été marquées par l'absence de leaders, par l'utilisation de banderoles et affiches bricolées par les participants, les actions plus tardives témoignent de la recherche d'une image de plus en plus soignée et révèlent par là-même le changement de stratégie des groupes militants, se tournant vers un engagement de plus en plus médiatique. Déjà à cette étape, Russie-Libertés se fixe avant tout pour objectif de diffuser en France des informations sur la Russie et de sensibiliser le public français et européen, tandis que l'UERF cherche davantage à s'insérer dans les réseaux de solidarité des migrants russes, à faire du « travail social » auprès de ces derniers, ce qui n'est pas sans évoquer la « grandeur » du bien commun²⁴. On peut également interpréter cette volonté comme une déclinaison, en contexte de migration, d'un « mode particulier du souci à l'égard des autres, qualifié par le vocable russe *zabota* » et de « l'implication dans les *bonnes actions* (*dobrye dela*) visant le bien-être commun²⁵ ». Ce cadre d'analyse est généralement appliqué au contexte russe pour décrire les activités de groupes des jeunes militants apportant leur soutien au pouvoir en place. Cependant, comme le rappelle Tatyana Shukan, le militantisme-*zabota* peut être rapproché de l'expression de solidarité et, du coup, des modes d'implication propres aux militants contestataires du pouvoir, mais ce mode reste empreint d'un certain paternalisme envers les objets de la sollicitude.

L'abandon de l'affiliation aux partis politiques au profit de l'engagement dans des associations, au sein desquelles les citoyens acquièrent une expérience de politisation²⁶, est une autre caractéristique des nouvelles formes d'engagement dans de nombreuses sociétés. En Russie, ce changement s'accompagne le plus souvent d'un refus du qualificatif de « politique » pour décrire l'engagement dans les milieux contestataires. On lui préfère la désignation d'engagement civique (*graždanskij*)²⁷. Cette modalité d'implication civique résulte d'un manque de confiance dans la politique, perçue comme une « affaire sale²⁸ » et des contraintes qui pèsent sur les militants se déclarant « politiques » en Russie contemporaine²⁹.

3. La professionnalisation du mouvement et les modes d'action hybrides

Contrairement à leurs homologues de Russie, les militants de l'association Russie-Libertés agissent en dehors des contraintes imposées par l'État russe, mais leurs modes d'action restent déterminés par les deux contextes nationaux, russe et français, et notamment quand ils doivent composer avec les différentes formes d'« irruption » de la politique russe dans l'espace français. Avec la professionnalisation progressive du mouvement à partir de la deuxième moitié de 2012, l'espace de mobilisation s'est polarisé autour de l'association Russie-Libertés, qui a mieux su mobiliser les ressources disponibles dans le champ associatif et politique français que les autres groupes. Cela a été rendu possible grâce aux capitaux politique et social des membres du Conseil de coordination de Russie-Libertés, qui sont en majorité diplômés et,

pour plusieurs d'entre eux, exercent des métiers leur ouvrant des accès médiatiques (journalisme) et au monde politique (certains étant affiliés à des partis politiques français)³⁰.

Cependant, avant la crise ukrainienne, quand la majorité de ses membres étaient des ressortissants russes³¹, l'association combinait encore des répertoires d'action caractéristiques à la fois des histoires militantes russe et française. Russie-Libertés avait fait le choix de se positionner en tant qu'organisation de défense des droits de l'homme. Mais tandis que les défenseurs des droits de l'homme entendent agir à une échelle d'emblée « internationale », au nom de valeurs « universelles », Russie-Libertés opérait exclusivement en direction de la Russie. Ses revendications s'inscrivaient en ce sens dans la continuité de celles des dissidents soviétiques, à cette différence majeure près que ces derniers évoluaient dans un contexte autoritaire, là où Russie-Libertés était placée dans un contexte pluraliste.

Cette « double casquette » russo-française a conduit Russie-Libertés à faire un certain nombre de choix tant sur le plan politique que sur le plan esthétique. Pour s'ancrer dans le champ « universaliste » des droits de l'homme, Russie-Libertés a cherché à organiser ses événements conjointement avec d'autres organisations, que ce soit des ONG françaises ou internationales, comme Amnesty International (France) et la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), ou des groupes de contestation proches de Russie-Libertés à l'étranger. Quant aux manifestations conjointes avec des militants d'autres nationalités, en lutte pour des raisons proches de celles des migrants contestataires, elles ont été rares durant la période de 2011-2012 et se sont parfois accompagnées de conflits, comme ce fut le cas lors d'une mobilisation commune avec un groupe de militants tchéchènes. Parallèlement, non seulement les signes nationaux des pays étrangers et de la République de Tchétchénie ont progressivement disparu de la scène manifestante russe, mais c'est également le cas des signes et symboles nationaux russes. Si, lors des premières manifestations, il était courant que les manifestants apportent un drapeau russe ou un samovar – pour proposer du thé chaud aux autres manifestants – ces signes d'appartenance nationale ont peu à peu disparu. L'effacement de la nationalité des militants contestataires est le fruit d'un choix stratégique des groupes militants. La présence du drapeau russe est conçue comme pouvant susciter des perceptions ambivalentes, à la fois du point de vue de l'image, question centrale pour l'association, et du point de vue des significations qu'il véhicule, certains modes d'expression du patriotisme – le *kvasnoj* (« cocorico ») patriotisme ou « hurra-patriotisme » – étant très stigmatisés³². L'attachement à ce qui est désigné comme « une belle image », c'est-à-dire une photographie réussie, requérant une mise en scène orchestrée et un bon photographe, s'explique également par le type de militantisme privilégié par Russie-Libertés, à savoir le médiactivisme.

Ce double ancrage dans les espaces militants russe et français se donne par ailleurs à voir dans l'ambiguïté du discours que Russie-Libertés tient sur les

frontières entre le domaine du politique et celui du civisme, et entre le premier et les droits de l'homme. Se positionnant comme défenseur des droits de l'homme, Russie-Libertés a rejeté l'étiquette de politiques professionnels, justifiant ce choix par l'adoption des normes de la société française où, selon les membres de Russie-Libertés, ces deux vocations sont incompatibles. Cependant, ce désir de ne pas être perçus comme « politiques professionnels » renvoie aussi aux normes régissant l'engagement en Russie et qui se répercutent au sein des milieux de migrants russes, où l'épithète de « professionnel » a le plus souvent des connotations négatives. Il est en effet régulièrement question au sein de ces milieux, de manière péjorative, de « compatriotes professionnels », de « provocateurs professionnels » ou de « défenseurs des droits de l'homme professionnels ».

Aux professionnels sont opposés les « simples » représentants de la société civile, ce qu'explique la phrase conclusive de la présentation de l'UERG : « Nous sommes un mouvement de citoyens et non de politiciens ». Les militants de l'UERG ont cherché à faire de ce qui, dans l'optique bourdieusienne, constitue un défaut de capital politique, une force, en insistant notamment sur la nécessité d'un apprentissage des règles démocratiques au sein du groupe. La présentation de l'UERG précise que ce groupe entend apprendre par et pour lui-même ce qu'est la démocratie ; ce qui, par contraste, suggère qu'une association comme Russie-Libertés considère la définition de la démocratie comme donnée, acquise, l'enjeu résidant avant tout dans sa propagation et sa mise en œuvre effective. Néanmoins les « programmes officiels » de chacun de ces groupes ne correspondent que très imparfaitement à leurs pratiques. Ainsi, malgré l'accent mis par l'UERG sur le fonctionnement démocratique du groupe, des conflits n'ont pas tardé à éclater à propos précisément du « leadership », jugé par certains trop inégalement partagé au sein de l'UERG.

Enfin, un autre révélateur de l'hybridité des modes d'action de ces groupes est le rapport à l'État qu'ils entretiennent. Si l'action collective de contestation, qu'elle soit de rue ou qu'elle prenne la forme de conférences et de rencontres entre militants, est contraignante en Russie du fait de la conflictualité qui régit les interactions entre les représentants de l'État et les forces de l'ordre d'un côté, et les militants contestataires de l'autre, en France le mode de militantisme choisi par ces migrants russes ne suscite *a priori* pas de répression. Il y a cependant une exception à ces interactions paisibles entre l'État français et les militants contestataires russes ; elle se produit lorsque ces derniers cherchent à interpeller directement les représentants de l'État russe en France, notamment lors des manifestations organisées aux abords de l'Ambassade de Russie ou à l'occasion des visites officielles d'hommes politiques russes en France. Ce fut le cas d'une manifestation organisée le 1^{er} juin 2012, à l'occasion de la visite officielle de Vladimir Poutine à Paris afin de rencontrer son homologue français. Le lieu de l'action, choisi stratégiquement, était les abords du Palais de l'Élysée, où les deux présidents devaient s'entretenir au cours d'un dîner. À la

surprise des manifestants, ce lieu a été encerclé par un nombre important de CRS et de policiers, qui, après avoir patienté jusqu'à 20 h, ont fait reculer les manifestants vers la station de métro. Un membre de l'UERF, ayant participé à cette action, l'a par la suite décrite de la manière suivante :

Les nôtres étaient tous habillés en blanc, criaient des slogans contre Poutine [...]. Nous étions entourés de CRS [...]. Ils étaient très bienveillants envers nous, même si les organisateurs de l'action n'avaient pas obtenu d'autorisation, car ils n'ont appris que tardivement que Poutine serait à Paris. [...] L'absence de haut-parleur était compensée par une corne de brume [...]. C'était la première fois qu'on l'utilisait. C'est pourquoi on a décidé de demander aux policiers si ce n'était pas interdit par la Convention de Genève. Le policier nous a lancé un regard compatissant. [...] Nous avons soufflé dans la corne de brume, en faisant peur aux moineaux et aux pigeons, et Poutine l'a certainement entendue aussi³³.

Cette description « bon enfant » n'est pourtant pas tout à fait exacte³⁴. Pour une fois, les manifestants ont senti que les forces de l'ordre se chargeaient avant tout de la sécurité du président russe, percevant dans la présence des manifestants un éventuel danger. Les mots du militant de l'UERF cité ci-dessus constituent en quelque sorte une tentative pour dépeindre des rapports « normaux » entre la société civile et les forces de l'ordre, qui trancheraient avec ce qui se serait passé dans une situation équivalente en Russie.

L'appel à la « normalité » est par ailleurs fréquent dans ces milieux, comme en témoignent les multiples interventions du président de l'association Russie-Libertés sur la chaîne France 24, au cours desquelles il insiste sur le désir des Russes de vivre dans un pays « normal », à l'instar des pays d'Europe. Ce désir de « normalité » va parfois jusqu'à engendrer une vision caricaturale du fonctionnement des démocraties européennes. Cet argument n'est par ailleurs pas sans présenter un certain danger pour les militants contestataires qui risquent de se voir attaqués précisément sur cette aspiration à la normalité. En effet : pour un gouvernement, la préoccupation d'assurer une vie « normale », « décente », voire « bonne », pour sa population est banale et généralisée ; cela a été mis en évidence comme l'un des principaux vecteurs de légitimité dans les situations autoritaires, par exemple en Union soviétique et dans la Turquie du parti unique³⁵.

Par conséquent, l'aspiration à la « normalité » des acteurs du pôle contestataire les rapproche des autres milieux de l'émigration russe, même si la signification profonde de ce que cette normalité recouvre est différente.

Les répertoires d'actions de ces différents groupes forment ainsi des exemples de militantisme hybride, piochant dans deux traditions militantes nationales. Cette hybridité découle de la double présence de ces acteurs dans les espaces politiques russe et français et, par suite, de la nécessité de se donner une double légitimité politique.

Conclusion

L'expérience d'engagement politique que nous avons décrite dans cet article retrace les principales tendances de la formation de groupes militants, opposés aux dérives du régime russe, durant la période 2011-2012. Elle présente des formes d'engagement alternatives à ce qui est actuellement proposé par l'État russe à travers son *projet des compatriotes* et plus largement à travers le projet du « monde russe ». Loin d'avoir été homogène du point de vue politique lorsqu'a débuté le mouvement contre la falsification des élections en Russie, ce milieu s'est progressivement professionnalisé, prenant des formes plus institutionnalisées comme en témoigne l'association de défense des droits de l'homme, Russie-Libertés, tandis que les groupes qui ne sont pas parvenus à atteindre un degré suffisant d'institutionnalisation, ou s'y sont refusés, ont peu à peu disparu de l'espace militant de contestation.

Les causes du rétrécissement de cet espace politique sont à la fois internes et externes au milieu militant d'origine. Les militants n'ayant pu trouver leur place dans la structure de Russie-Libertés, jugée « rigide » par certains, ont manqué de ressources, notamment médiatiques et professionnelles, et de liens avec d'autres acteurs, tels que les associations de défense des droits de l'homme, les partis politiques ou les journalistes français, pour être à même de développer leur combat. Mais les causes sont aussi externes, étant notamment liées aux événements en Ukraine et à l'émergence du mouvement international Euromaïdan, qui a attiré dans ses rangs une partie des militants russes de groupes précédemment décrits, tel que l'UERF. L'annexion de la Crimée par la Russie et le début de la guerre en Ukraine de l'Est ont à leur tour affecté les mouvements contestataires russes, y compris une organisation aussi stable et pérenne que Russie-Libertés. En effet, plusieurs militants du Conseil de coordination de Russie-Libertés ont quitté l'association en raison de leurs désaccords avec la position d'autres élus du Conseil sur le conflit russo-ukrainien ainsi que sur les sanctions contre la Russie³⁶. À l'instar de ce qui s'est passé dans l'opposition en Russie même, les événements ukrainiens ont profondément divisé les milieux militants de l'étranger³⁷.

Mais la crise ukrainienne a aussi fait naître un nouveau type d'engagement – postérieur au mouvement de l'Euromaïdan qui a, lui aussi, connu des divisions internes que nous ne pouvons décrire ici – impliquant à la fois les migrants qui ont acquis une expérience politique lors des mobilisations russes de 2011-2012, et des militants qui ont participé à l'Euromaïdan en 2013-2014. Cette nouvelle forme d'engagement réintroduit la question politique dans les modes d'action en ancrant ces derniers plus ouvertement « à gauche » et se distingue des expériences précédentes par son caractère d'emblée *postsoviétique*, dans la mesure où elle réunit de jeunes militants de plusieurs pays de l'ex-URSS, et par l'internationalisation du mouvement, dans la mesure où cette mobilisation se veut « pan-européenne » et compte des militants résidant dans différents pays de l'Union européenne. Très récente, cette nouvelle forme de politisation s'annonce comme un nouveau jalon dans l'histoire de la politique dans l'émigration depuis les pays postsoviétiques.

NOTES

1. Selon le recensement de population de 2012, il y avait 57 187 immigrés russes en France. Insee, Recensement de population, 012, exploitation principale : http://www.insee.fr/fr/themes/tableau_local.asp?ref_id=IMG1B&millesime=2012&niveau=2&nivgeo=FE&codgeo=1, consulté le 15 mars 2016. Selon la définition de l'Insee, « un immigré est une personne née étrangère, à l'étranger et résidant en France », qu'elle ait acquis ou pas la nationalité française. Les premières manifestations, les plus importantes en nombre, ont réuni en décembre 2011 – janvier 2012 environ 500 personnes à Paris.
2. Françoise Daucé, *Être opposant dans la Russie de Vladimir Poutine*, Paris, Le Bord de l'eau, 2016, p. 7.
3. Même pour les mobilisations de 2011-2012 en Russie et à Paris, on ne peut pas parler de manifestations de l'opposition, mais plutôt de la contestation des résultats des élections, sans cependant nécessairement soutenir les représentants de l'opposition politique en Russie.
4. Olga Bronnikova, *Compatriotes et expatriotes : le renouveau de la politique dans l'émigration russe. L'émergence et la structuration de la communauté politique russe en France (2000-2013)*, thèse de doctorat en géographie, INALCO, MIGRINTER (Université de Poitiers), 2014.
5. Depuis les années 1990 et surtout dès les années 2000, la Russie développe envers les compatriotes de Russie une politique appelée à réconcilier le « monde russe éclaté » : Marlène Laruelle, « Question des Russes du proche-étranger en Russie (1991-2006) », *Les Études du CERI*, n° 126, mai 2006 ; Anne de Tinguy, « La Russie et les “compatriotes” de l'étranger. Hier rejetés, demain mobilisés ? », Stéphane Dufoix, Carine Guerassimoff, Anne de Tinguy (dir.), *Loin des yeux, près du cœur. Les États et leurs expatriés*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011.
6. Nous exposons ici le point de vue des acteurs eux-mêmes, sans émettre un jugement sur la nature politique ou non de leurs actions. Cf. sur l'écueil récurrent du chercheur de vouloir assigner un rôle politique aux acteurs : Lionel Arnaud, Christine Guionnet (dir.), *Frontières du politique. Enquête sur les processus de politisation et de dépolitisation*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005.
7. Le mot compatriote en russe, *sootēcestvennik*, inclut la racine *otēcestvo*, qui signifie la patrie des pères et représente les liens avec la structure d'État russe. Viktor Voronkov, Oksana Karpenko, « Patriotizm kak nacionalizm (post)sovetskogo čeloveka », Marlène Laruelle (dir.), *Sovremennye interpretacii russkogo nacionalizma*, Stuttgart, Ibidem-Verlag, 2007.
8. Françoise Daucé, *Une paradoxale oppression. Le pouvoir et les associations en Russie*, Paris, CNRS Editions, 2013, p. 209.
9. Andy Byford, « The Russian Diaspora in International Relations: 'Compatriots' in Britain », *Europe-Asia Studies*, n° 64, 2012 ; Olga Bronnikova, « La fabrique de l'histoire des relations entre l'État russe et “ses” émigrés. Entre histoire “objective” de la Russie et histoires “subjectives” des migrants militants contestataires », *Temporalités*, n° 22, 2015.
10. Si l'objectif de cet article est de décrire les mouvements de contestation, il convient d'ajouter qu'il existe en France aussi des mobilisations politiques des milieux proches de l'Ambassade de Russie : O. Bronnikova, *Compatriotes et expatriotes...*
11. Françoise Daucé, « Les analyses de l'engagement associatif en Russie », *Questions de recherche*, CERI, n° 14, 2005.
12. Cf. Olga Koveneva, « Les communautés politiques en Russie et en France. Regards croisés sur quelques modalités du “vivre ensemble” », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, n° 3, 2011.
13. Catherine Gousseff, *L'exil russe (1920-1939). La fabrique du réfugié apatride*, Paris, CNRS éditions, 2008.
14. Sabine Breuillard, « Vie politique de l'émigration russe 1919-1945 : un destin », *Cahiers de l'émigration russe*, Institut d'études slaves, n° 1, 1994.
15. S. Breuillard, « Vie politique de l'émigration russe... » ; C. Gousseff, *L'exil russe, op.cité.*

16. Anne de Tinguy, *La grande migration. La Russie et les Russes depuis l'ouverture du rideau de fer*, Paris, Editions Plon, 2004.
17. Robin Cohen désigne ainsi l'émigration postérieure à la révolution de 1917 (Robin Cohen, « Diasporas: changing meanings and limits of the concept », William Berthomière, Christine Chivallon (dir.) *Les diasporas dans le monde contemporain*, Paris, Karthala/Pessac, Maison des sciences de l'homme, 2006).
18. Natalia Pashkeeva, *Les maisons d'édition comme phénomène de la vie de l'émigration russe aux années 20-40 du XX^e siècle*, thèse en histoire, EHESS (en cours depuis 2010).
19. S. Breuillard, « Vie politique de l'émigration russe... »
20. Pavel Miljukov, *Rossija na perelome* [La Russie à la charnière de deux époques], Paris, Librairie La Source, 1927.
21. Cette division est décrite notamment dans les œuvres de Sergueï Dovlatov, émigré aux États-Unis.
22. Par exemple, Natal'ja Gorbanevskaya, Oskar Rabine.
23. Stéphane Dufoux, *Politiques d'exil. Hongrois, Polonais et Tchécoslovaques en France après 1945*, Paris, PUF, 2002, p. 30. L'auteur définit l'exopolitie comme un champ politique qui émerge dans l'émigration en vertu des activités des migrants orientées vers leur pays d'origine.
24. Laurent Thévenot, Nina Kareva, « Čudesnyj xleb gostepriimstva. Nedorazumenija, projasnja-juščie otkrytosť i zakrytosť soobščestv » [L'étonnant pain de l'hospitalité. Malentendus éclairant l'ouverture et la fermeture de la communauté], *Novoe literaturnoe obozrenie*, n° 100, 2009 ; Olga Koveneva, « Les communautés politiques en Russie et en France... »
25. Tatyana Shukan, *L'engagement politique des jeunes en Russie et en Biélorussie*, thèse en sociologie politique, CERI, Sciences Po (en cours, depuis 2007).
26. Camille Hamidi, « Éléments pour une approche interactionniste de la politisation. Engagement associatif et rapport au politique dans des associations locales issues de l'immigration », *Revue française de science politique*, n° 1, vol. 56, 2006.
27. Françoise Daucé, « Vers un patriotisme civique ? Les associations face aux injonctions de l'État russe », *La Revue russe*, n° 33, 2009 ; Françoise Daucé, Myriam Désert, Marlène Laruelle, Anne Le Huérou, Kathy Rousselet, « Les usages pratiques du patriotisme en Russie », *Questions de Recherche, CERI*, n° 32, juin 2010 ; Tatyana Shukan, « Contester et/ou soutenir : logiques du militantisme dans les mouvements de jeunesse en Russie et en Biélorussie », présentation au séminaire général du CERI, 7 février 2013.
28. Alexis Berelowitch, Jean Radvanyi, *Les 100 portes de la Russie*, Paris, Editions de l'Atelier, 1999, p. 217.
29. F. Daucé, *Être opposant, op. cité.*
30. La composition du deuxième groupe, l'UERF, était à l'origine marquée par plus de mixité sociale, certains de ses membres n'étaient pas diplômés et même, parfois, ne maîtrisaient pas très bien le français.
31. Les fondateurs de l'association sont presque tous des citoyens de Russie ou possèdent les deux nationalités russe et française, nés dans les années 1980 en URSS, arrivés en France récemment pour effectuer leurs études en master ou en doctorat. Actuellement, le Conseil de coordination de RL est composé en grande partie de nouveaux membres, citoyens français (seulement trois personnes ayant participé à la fondation de l'association sont toujours élues du Conseil), pour certains engagés dans les milieux associatifs français.
32. Myriam Désert, « Être patriote dans la Russie postsoviétique », *Critique internationale*, n° 58, vol. 1, 2013, p. 56 ; F. Daucé *et al.*, « Les usages pratiques du patriotisme en Russie », *op. cité.*
33. Publié sur le blog de l'UERF : <http://uerf.wordpress.com>, dernière consultation le 17 novembre 2013.
34. Observation d'une participante à la manifestation, le 1^{er} juin 2013, Paris.
35. Béatrice Hibou, *Anatomie politique de la domination*, Paris, La Découverte, 2011, p. 2.

36. Si Russie-Libertés a refusé d'adopter une position officielle au sujet du Maïdan ou des sanctions, les débats au sein de leur Conseil ont été très vifs, en particulier suite à la décision prise par RL de soutenir un certain nombre d'actions d'Euromaïdan à Paris et d'organiser des actions collectives avec ce mouvement. Ceux qui ont décidé de quitter le Conseil ont même parlé de positionnement antirusse de l'association. Des entretiens avec eux ont été réalisés par Renata Mustafina, *Penser l'engagement des émigrés : le cas de Russie-Libertés*, Mémoire de Master 1, ENS de Paris, 2014.
37. F. Daucé, *Être opposant*, op. cité.

BIBLIOGRAPHIE

- ARNAUD Lionel, GUIONNET Christine (dir.), *Frontières du politique. Enquête sur les processus de politisation et de dépolitisation*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005.
- BERELOWITCH Alexis, RADVANYI Jean, *Les 100 portes de la Russie*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1999.
- BREUILLARD Sabine, « Vie politique de l'émigration russe 1919-1945 : un destin », *Cahiers de l'émigration russe*, Institut d'études slaves, n° 1, 1994.
- BRONNIKOVA Olga, « La fabrique de l'histoire des relations entre l'État russe et « ses » émigrés. Entre histoire « objective » de la Russie et histoires « subjectives » des migrants militants contestataires », *Temporalités*, n° 22, 2015.
- BRONNIKOVA Olga, *Compatriotes et expatriotes : le renouveau de la politique dans l'émigration russe. L'émergence et la structuration de la communauté politique russe en France (2000-2013)*, thèse de doctorat en géographie, INALCO, MIGRINTER (Université de Poitiers), 2014.
- BYFORD Andy, « The Russian Diaspora in International Relations : 'Compatriots' in Britain », *Europe Asia Studies*, n° 64, 2012.
- COHEN Robin, « Diasporas: changing meanings and limits of the concept », William Berthomière, Christine Chivallon (dir.), *Les diasporas dans le monde contemporain*, Paris, Karthala/Pessac, Maison des Sciences de l'Homme, 2006.
- DAUCÉ Françoise, *Être opposant dans la Russie de Vladimir Poutine*, Paris, Le Bord de l'eau, 2016.
- DAUCÉ Françoise, *Une paradoxale oppression. Le pouvoir et les associations en Russie*, Paris, Éditions CNRS, 2013.
- DAUCÉ Françoise, DÉSSERT Myriam, LARUELLE Marlène, LE HUEROU Anne, ROUSSELET Kathy, « Les usages pratiques du patriotisme en Russie », *Question de Recherche*, CERI, n° 32, juin 2010.
- DAUCÉ Françoise, « Vers un patriotisme civique ? Les associations face aux injonctions de l'État russe », *La Revue russe*, n° 33, 2009.
- DAUCÉ Françoise, « Les analyses de l'engagement associatif en Russie », *Questions de Recherche*, CERI, n° 14, 2005.
- DÉSSERT Myriam, « Être patriote dans la Russie postsoviétique », *Critique internationale*, n° 58, vol. 1, 2013.
- DUFOIX Stéphane, *Politiques d'exil. Hongrois, Polonais et Tchécoslovaques en France après 1945*, Paris, PUF, 2002.
- GOUSSEFF Catherine, *L'exil russe (1920-1939). La fabrique du réfugié apatride*, Paris, CNRS éditions, 2008.
- HAMIDI Camille, « Éléments pour une approche interactionniste de la politisation. Engagement associatif et rapport au politique dans des associations locales issues de l'immigration », *Revue française de science politique*, n° 1, vol. 56, 2006.
- HIBOU Béatrice, *Anatomie politique de la domination*, Paris, La Découverte, 2011.
- KOVENEVA Olga, « Les communautés politiques en Russie et en France. Regards croisés sur quelques modalités du "vivre ensemble" », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, n° 3, 2011.

- LARUELLE Marlène, «La question des Russes du proche-étranger en Russie (1991-2006), *Les Études du CERI*, n° 126, mai 2006.
- MILJUKOV Pavel, *Rossija na perelome* [La Russie à la charnière de deux époques], Paris, Librairie La Source, 1927.
- MUSTAFINA Renata, *Penser l'engagement des émigrés : le cas de Russie-Libertés*, Mémoire de Master 1, ENS de Paris, 2014.
- PASHKEEVA Natalia, *Les maisons d'édition comme phénomène de la vie de l'émigration russe aux années 20-40 du XX^e siècle*, thèse en histoire, EHESS (en cours depuis 2010).
- SHUKAN Tatyana, «Contester et/ou soutenir : logiques du militantisme dans les mouvements de jeunesse en Russie et en Biélorussie», présentation au séminaire général du CERI, 7 février 2013.
- SHUKAN Tatyana, *L'engagement politique des jeunes en Russie et en Biélorussie*, thèse en sociologie politique, CERI, Sciences Po (en cours depuis 2007).
- THEVENOT Laurent, KAREVA Nina, «Čudesnyj xleb gostepriimstva. Nedorazumenija, projasnjajušćie otkrytosť i zakrytosť soobščestv» [L'étonnant pain de l'hospitalité. Malentendus éclairant l'ouverture et la fermeture de la communauté], *Novoe literaturnoe obozrenie*, n° 100, 2009.
- TINGUY Anne de, «La Russie et les "compatriotes" de l'étranger. Hier rejetés, demain mobilisés ?», Stéphane Dufoux, Carine Guerassimoff, Anne de Tinguay (dir.), *Loin des yeux, près du cœur. Les États et leurs expatriés*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011.
- TINGUY Anne de, *La grande migration. La Russie et les Russes depuis l'ouverture du rideau de fer*, Paris, Editions Plon, 2004.
- VORONKOV Viktor, KARPENKO Oksana, «Patriotizm kak nacionalizm (post)sovetskogo čeloveka», Marlène Laruelle (dir.), *Sovremennye interpretacii russkogo nacionalizma*, Stuttgart, Ibidem-Verlag, 2007.

ABSTRACT

The renewal of the politics in the Russian emigration in France (2011-2013)

In 2011-2013, Russian migrants in Paris supported the protest mobilization against the electoral fraud in Russia. Initially, this movement was characterized by the strong heterogeneity of its members from a political standpoint. As soon as 2012 however, the studied milieu experienced, first, an ongoing professionalization and institutionalization of certain groups stemming from the initial movement, second, an attempt to legitimize its «betweenness», the fact of being located at the crossroad of two national political contexts (Russian and French). This betweenness resulted in specific mode of action, hybridizing French and Russian activist traditions, and integrating such an experience in the long history of political activism in the Russian emigration.